Des minorités pas comme les autres ? Le vécu des discriminations et du racisme des ultramarins en métropole

Marine Haddad

► To cite this version:

Marine Haddad. Des minorités pas comme les autres ? Le vécu des discriminations et du racisme des ultramarins en métropole. *Revue française de sociologie*, 2018, 59 (4), pp.649-676. 10.3917/rfs.594.0649 . hal-02378328

HAL Id: hal-02378328

<https://hal.science/hal-02378328>

Submitted on 25 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des minorités pas comme les autres ?

Le vécu des discriminations et du racisme des ultramarins en métropole

Marine Haddad

Résumé

Nés du système esclavagiste et de la colonisation avant de devenir des territoires français à part entière, les départements d'outremer sont aussi reliés à la France métropolitaine par d'importants flux migratoires. A partir du module de l'enquête Trajectoires et Origines portant sur le vécu du racisme et des discriminations et de 33 entretiens menés avec des migrants ultramarins, cette étude fait ressortir l'expérience commune aux migrants des DOM et aux immigrés post-coloniaux, en particulier ceux issus d'Afrique subsaharienne. Comme ces derniers, les ultramarins reportent de nombreux traitements inégalitaires liés à leur couleur de peau, tout en mobilisant des stratégies de mise à distance. Parmi ces stratégies, les registres de différenciation vis-à-vis de certains groupes migratoires occupent une place importante. Les ultramarins écartent le stigmate du racisme en insistant sur la distance les séparant des autres non-blancs. Leurs récits reflètent ainsi la dualité du racisme, entre relégation des migrants dans une même altérité et mise en concurrence de ces populations.

Mots-clés : outremer ; migration ; racisme ; discrimination ; frontières ethno-raciales

Si Guadeloupéens, Martiniquais, Guyanais et Réunionnais naissent citoyens français depuis le dix-neuvième siècle, de nombreuses études ont documenté l’ambivalence de leur positionnement social et symbolique (Célestine, 2011 ; Condon et Ogden, 1991a ; Vergès, 2010). L’acquisition de la citoyenneté dans un contexte colonial valide un critère de dignité (Saada, 2003) et leur assure une certaine légitimité. Grâce à elle, ces ultramarins bénéficient d’opportunités professionnelles plus larges que les immigrés¹ (Marie, 2002). En même temps, ce statut n’efface pas l’expérience de traitements différenciés, liés aux stéréotypes associés à leur origine et leur apparence. Les réponses recueillies dans l’enquête *Trajectoires et Origines* montrent qu’ils se sentent fortement exposés aux discriminations ou à des traitements inégalitaires², notamment en raison de la couleur de la peau. Ils permettent aussi de caractériser leurs positions socio-économiques, souvent intermédiaires entre les immigrés et la population majoritaire (Brinbaum et al., 2016). Bien qu’ils occupent une position spécifique, les ultramarins partagent avec certains groupes immigrés des expériences migratoires qui façonnent leur devenir dans la société d’accueil.

Cette recherche explore le positionnement des natifs des DOM et de leurs descendants, en se fondant sur leurs propres perceptions de leur expérience sociale. En étudiant le ressenti des ultramarins quant aux discriminations et au racisme, plusieurs questions émergent. Comment les positions occupées par les natifs des DOM influencent-elles leur vécu des discriminations ? Quelle place les relations coloniales occupent-elles dans les modes de catégorisation et de récit des inégalités de ces populations ? Dans quelle mesure le vécu des

¹ Dans cet article, le terme « immigré » désigne une personne née étrangère à l’étranger et résidant en France, selon la définition standard de l’INSEE. Les migrants venus des DOM ne sont donc pas des immigrés. Bien que la catégorie puisse également désigner des habitants d’autres territoires d’outre-mer comme Mayotte ou la Nouvelle Calédonie, j’utilise le terme « ultramarin » pour désigner ma population d’étude, les personnes nées dans les DOM historiques : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion.

² Dans TeO, les questions sont formulées en utilisant les termes « discrimination », « traitements inégalitaires », ou encore l’expression « mieux ou moins bien traité ».

discriminations des ultramarins nous renseigne-t-il sur la dynamique des frontières ethno-raciales dans la société française ? Cette étude tente de répondre à ces questions en comparant les déclarations d'expériences racistes ou discriminatoires par différents groupes migratoires avec celle des natifs des DOM et en explorant les registres de discours de ces derniers. Elle utilise un matériau empirique mixte qui s'appuie d'une part, sur une grande enquête représentative mobilisant des questions sur l'expérience des discriminations (*Trajectoire et Origine*, 2008) et, d'autre part, sur une trentaine d'entretiens qualitatifs permettant d'analyser la mise en discours de ces expériences par des personnes nées dans les DOM et installées en France métropolitaine.

Ces matériaux collectent les déclarations d'individus distincts, avec des méthodes de recueil différentes : il ne s'agit pas de se demander si ou pourquoi le discours des enquêtés varie selon la source. En revanche, précisément parce que leurs focales sont singulières, ces deux sources s'avèrent complémentaires. Elles font ressortir à la fois le caractère massif du vécu des discriminations de ces populations et l'hétérogénéité des registres déployés par les individus pour les interpréter et « faire avec » dans la vie quotidienne. L'analyse montre que le positionnement des ultramarins s'articule autour de quatre dimensions : la citoyenneté, la migration, l'expérience de la colonisation passée et la couleur de la peau. Dans leurs récits, les ultramarins combinent ces dimensions pour se démarquer de la situation des immigrés post-coloniaux, notamment originaires d'Afrique, tout en soulignant les formes communes d'injustice sociale auxquelles ils sont exposés. Ces résultats font ressortir la double dimension de l'expérience du racisme. Ce dernier marque une frontière entre blancs et non-blancs, notamment caractérisée par des interactions inégalitaires et des stratégies de réponse communes aux différents groupes victimes du racisme. En même temps, il met en concurrence ces groupes (Lee, 2002 ; Lieberman, 1981 ; Waldinger, 1996). Les sentiments de

légitimité ou d'injustice manifestés en réponse à des situations aux ressorts similaires sont alors influencés par des effets de statut.

1. Un ressenti tributaire d'aspirations et de positions sociales singulières

1.1 La citoyenneté : vecteur d'aspirations à l'égalité

Les actuels départements d'outremer ont longtemps été les « *vieilles colonies* » de la France. Contrairement aux anciennes possessions du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, ces espaces ont fait l'objet d'une occupation française dès les seizième et dix-septième siècles. Ces « *sociétés fabriquées* » (Waters, 2001)³ se sont développées autour de l'exploitation de la canne, soutenue par l'esclavage. Ce système mobilise une hiérarchie raciale opposant noirs et blancs, qui se maintient dans l'administration coloniale de ces territoires, après l'abolition de l'esclavage en 1848. Depuis cette date, les natifs des DOM sont néanmoins citoyens français, au même titre que les métropolitains, quelle que soit leur origine ou leur couleur de peau. Même si cette histoire esclavagiste n'a pas concerné la France métropolitaine, en s'installant en métropole, les ultramarins importent avec eux des modes de catégorisation et d'interprétation produits dans un contexte racial, qui se reconfigurent et acquièrent de nouvelles significations.

En effet, en France métropolitaine, les populations noires et métisses d'outremer font l'expérience de rapports de domination, de représentations stéréotypées et teintées d'exotisme (Byron et Condon, 1996 ; Condon, 2008 ; Condon et al., 2008). Ces relations et images entretiennent une frontière séparant les ultramarins d'autres Français, et dont le marqueur visuel et symbolique demeure la couleur de peau. Ainsi, un processus de catégorisation raciale structure les interactions et maintient ces populations dans une altérité (Guillaumin, 2002 ;

³ Lors de l'arrivée des colons, les populations autochtones ont été rapidement décimées par la guerre et les maladies, laissant ces terres virtuellement dépeuplées.

Naudier et Soriano, 2010). La couleur de peau peut alors donner lieu à des expériences partagées de racisme et discriminations, communes à différents groupes (Audebert, 2008). Néanmoins, le racisme ne repose pas uniquement sur un marqueur physique ; il classe aussi les individus en fonction d'autres critères, ajustant les perceptions du phénotype. L'acquisition d'un certain statut économique ou social déplace les frontières ethno-raciales. Un individu peut être perçu comme noir et blanc, à des moments successifs de son parcours, selon les situations sociales dont il fait l'expérience (Saperstein et Penner, 2010). Le niveau de diplôme influence la façon dont les individus se caractérisent racialement ou définissent leur origines (Kesler et Schwartzman, 2015 ; Schwartzman, 2007).

La migration massive des années 1960⁴ est liée à l'activité du Bureau pour la migration des DOM (1963-1981). Cet organisme est né en réponse à l'agitation politique croissante dans les DOM, en même temps qu'à la pénurie de main-d'œuvre en métropole. Il a encadré l'arrivée de près de 86 000 Antillais et Réunionnais et défini les conditions de leur intégration. Cette administration croisée de la migration et de la main d'œuvre renforce le parallèle avec l'immigration du Maghreb et du reste de l'Afrique ; elle soulève la question d'une hiérarchisation des travailleurs importés et du privilège de l'emploi public⁵ (Marie, 2002). Immigrés et migrants ultramarins partagent un mythe de la France métropolitaine au départ, éteint par la désillusion à l'arrivée (Constant, 1987). En même temps, les ultramarins, en tant que nationaux, bénéficient d'une insertion socioprofessionnelle spécifique. Dès les années 1960, ils occupent une position intermédiaire entre la population majoritaire et les autres migrants, que ce soit en termes de taux d'activité, de taux de chômage, de qualification ou de secteur professionnel (Condon et Ogden, 1991b, 1991a).

⁴ Dont est issue une grande part de la communauté ultramarine métropolitaine, directement ou indirectement

⁵ Leur nationalité française permet aux ultramarins d'occuper des postes de fonctionnaires

Combinaison d'une appartenance nationale et de la possession de droits civiques (Lochak, 1988), la citoyenneté est souvent définie comme un instrument d'égalisation socio-économique (Marshall, 1950). Celle des ultramarins n'influence pas seulement leurs opportunités sur le marché du travail. L'intégration de codes républicains relève d'une véritable épreuve, condition de l'acquisition d'une légitimité citoyenne (Vergès, 2005). La maîtrise de la langue facilite les échanges et floute les frontières ethno-raciales. Malgré cela, les ultramarins ne parviennent pas à franchir parfaitement les frontières symboliques qui les séparent d'une partie des Français nés en métropole. Ils racontent notamment les différences qui subsistent à travers l'accent, le créole, ou un ensemble plus flou de manières de penser et d'agir. Ce décalage nourrit le sentiment d'être citoyens de second rang (Vergès, 2010). La citoyenneté fait naître des attentes qui sont alors déçues (Couto, 2014). La position intermédiaire des ultramarins pourrait aboutir à une perception accrue du racisme et des discriminations, liée à des anticipations d'intégration plus fortes. Elle pourrait, en même temps, accentuer la réticence à évoquer les discriminations, liée à la crainte de faire preuve d'ingratitude. Dans un contexte où la citoyenneté est perçue comme une identité civique au caractère purement politique, l'ethnisation des relations entre citoyens est jugée pathologique (Bertheleu, 2007 ; Neveu, 2004)⁶. Le rapport à la citoyenneté reflète également la dimension relationnelle des expériences ethno-raciales : c'est en comparaison avec les citoyens blancs que les natifs des DOM font l'expérience d'une citoyenneté de papier, c'est en comparaison avec les immigrés non-blancs qu'ils acquièrent un sentiment de légitimité et de privilège.

⁶ « On considère ainsi à tort que la 'couleur' de ces rapports sociaux n'est ethnique que par détérioration et de façon superficielle, tout comme d'ailleurs l'expression publique (quoique faible) de ces groupes minoritaires n'est ethnique (i.e. culturelle ou religieuse) que parce qu'elle ne sait pas ou ne peut pas être politique. » (Bertheleu, 2007, p. 10)

Le croisement de deux sources de données

Cette recherche mobilise deux sources de données. La première est le module « Discriminations » de l'enquête *Trajectoires et Origines* (INSEE-INED, 2008), qui permet de comparer les expériences auto-déclarées des ultramarins avec celles d'autres groupes migratoires. TeO interroge 712 migrants venus des DOM et de 651 descendants de migrants venus des DOM. Elle compte également 8 500 immigrés, 8 100 descendants d'immigrés nés en France métropolitaine et 3 800 personnes n'appartenant à aucun des groupes précédents, formant la « population majoritaire »^a. J'utilise sur une nomenclature de l'origine migratoire qui distingue : d'une part, les immigrés selon leur lieu de naissance (Europe, Maghreb, Afrique subsaharienne, autres régions) et leurs descendants selon le lieu de naissance de leurs parents ; d'autre part, les personnes ni immigrées ni enfants d'immigrés, selon qu'elles sont nées ou non dans les DOM, ou qu'au moins un de leur parents y est né. La seconde source est un corpus de 33 entretiens semi-directifs menés auprès d'ultramarins vivant en région parisienne, la plupart issus de la petite fonction publique (ce choix s'explique par le poids historique de ce secteur dans le parcours des migrants des DOM). Alors que les données statistiques permettent de cerner les profils des ultramarins, de mettre en perspective les effets nets et croisés du statut par rapport à la migration et de la position socio-économique sur la déclaration des discriminations, les entretiens se focalisent sur un segment de la population ultramarine métropolitaine dont ils explorent les registres de récit. L'hétérogénéité de ces deux sources rend impossible leur comparaison directe. En revanche, elles s'éclairent mutuellement en faisant dialoguer positions des groupes, distribution de leurs déclarations et mises en récit d'individus singuliers dont on peut situer la trajectoire dans ce tableau d'ensemble.

^(a) En raison de l'échantillonnage, les individus de la population majoritaire, les immigrés et natifs des DOM sont nés entre 1948 et 1990 alors que les descendants d'immigrés et de Domiens sont nés entre 1958 et 1990. Pour permettre la comparaison entre ces groupes, les analyses de cette étude sont réalisées sur l'échantillon réduit aux individus nés en 1958 ou après.

1.2 Inégalités, racisme et discrimination : des catégories d'interprétation aux disponibilités variables

Etudier le vécu spécifique des populations des DOM interroge les liens entre inégalités, discriminations et racisme. Différents groupes migratoires occupent des positions socioéconomiques différenciées en France. Cela suggère que le statut migratoire, ou des éléments dont il est un indicateur, jouent un rôle dans la production des inégalités. Les canaux par lesquels l'origine géographique des individus influence leurs positions restent à préciser. En France, le traitement des inégalités ethno-raciales a longtemps été ramené à une réflexion sur les inégalités socioéconomiques, notamment en raison de débats portant sur les enjeux et effets des catégorisations ethno-raciales (Fassin et Halpérin, 2009 ; Martiniello et Simon, 2005 ; Safi, 2013). Les discriminations sont pourtant susceptibles de lier catégorisation ethno-raciale et inégalités sociales. Par définition, elles relèvent d'une atteinte à la norme d'égalité, telle qu'elle est inscrite dans la loi (Safi, 2013, p. 16). Ces traitements défavorables reposent sur des critères ascriptifs : sexe, religion, handicap, âge, orientation sexuelle, catégorisation raciale ou ethnique. S'agissant des discriminations ethno-raciales, elles convertissent des préjugés raciaux en logiques de mise à l'écart, et relèvent ainsi du « *chaînon manquant entre le racisme et l'inégalité* » (Fassin, 2002, p. 410).

Le racisme ou l'idéologie raciste est d'abord le segment de la structure idéologique d'un système social, qui cristallise les notions et stéréotypes raciaux et fournit les rationalisations de relations racialisées (Bonilla-Silva, 1997, p. 474). Il solidifie des frontières ethno-raciales autour de la croyance en des traits typiques partagés, associant des caractères phénotypiques à un contenu culturel (Wimmer, 2008). A cet aspect idéologique et cognitif (Brubaker, Loveman et Stamatov, 2004), s'ajoute une dimension microsociale (Essed, 1991) : le racisme est un processus présent et activé à un niveau quotidien, même si sa structure sous-jacente

échappe au contrôle des sujets individuels⁷. Le racisme ne se manifeste pas qu'à travers des discriminations. Les inégalités ethno-raciales ne sont pas uniquement le fruit de discriminations. En revanche, la discrimination est le mécanisme par lequel le racisme produit des disparités sociales. Dans cet article, j'utilise donc le terme « discrimination » pour désigner une inégalité d'accès à une ressource en raison d'un critère ethno-racial et l'expression « comportements racistes » pour désigner plus largement les interactions qui matérialisent le racisme. Il n'y a pas de solution de continuité entre les discriminations au sens strict et les autres comportements racistes : cette absence de délimitation influence les ressentis des minorités.

Les discours des ultramarins sur leur vécu manifestent cette superposition partielle, tantôt distinguant ces trois éléments (inégalités, racisme, discrimination), tantôt les traitant comme équivalents. De plus, ces discours ne sont pas la mesure d'une expérience objectivable : ils ne reflètent pas uniquement les situations vécues mais comment ces dernières sont interprétées et comment ceux qui les relatent cherchent à se positionner par leur récit. La perception des inégalités reflète à la fois le débat public, le contexte institutionnel de la société dans son ensemble, les systèmes de valeurs et les croyances des individus (Dubet, 2011 ; Galland, Lemel et Frénod, 2013). Le caractère diffus des pratiques racistes contribue à invisibiliser les inégalités, reposant sur l'aspect structurel du phénomène (Bonilla-Silva, 1997), ainsi que sur la dimension inconsciente des préjugés et des stéréotypes (Safi et Simon, 2013). Cette complexité se trouve accentuée lorsqu'on étudie le signalement des discriminations.

La réponse des individus aux discriminations repose sur la formation d'identités collectives, sur des mécanismes cognitifs ou émotionnels, sur l'accessibilité des catégories en

⁷ *“Race relations in this sense are a process present in and activated at the everyday level as well as prestructured in a way that transcends the control of individual subjects”* (Essed, 1991, p. 50)

fonction des situations, sur le contexte national et l'histoire collective (Lamont et Mizrachi, 2012 ; Outten et al., 2010 ; Turner et al., 1987). L'étroitesse de la définition juridique des discriminations ne reflète pas l'aspect poreux et polysémique de cette catégorie, telle qu'elle se présente comme outil d'action et d'interprétation aux individus (Brinbaum, Safi et Simon, 2012). De nombreuses études montrent combien il est difficile pour les individus de dénoncer et faire reconnaître une discrimination (Cuturello, 2011a, 2011b ; Eberhard, 2011 ; Streiff-Fénart, 2006). La faiblesse des sanctions et l'administration complexe de la preuve découragent les démarches légales. La dénonciation constitue un risque, l'accusation pouvant être retournée contre le plaignant, perçue comme de la mauvaise foi ou de la paranoïa (Streiff-Fénart, 2006). Le mot « discrimination » fait l'objet d'une forme de tabou, absent des discours, même lorsque les individus interviewés ont déclaré en avoir été victimes (Cuturello, 2011b). Les précautions prises reflètent des difficultés d'interprétation mais aussi la nécessité d'une certaine mise à distance : « *Afficher sa distance implique aussi de refuser de rentrer dans le jeu forcément conflictuel de la dénonciation de la discrimination, jeu dans lequel on court le risque de n'être perçu que par le critère réducteur qui justement a fondé la discrimination.* » (Cuturello, 2011b, p. 71).

2. Ultramarins et immigrés postcoloniaux : entre distance sociale et proximité des ressentis

Les caractéristiques démographiques des ultramarins de métropole diffèrent peu de celles des autres groupes migratoires (tableau 1). Les écarts les plus forts viennent surtout des époques auxquelles les flux ont été les plus importants, distinguant les immigrés européens des autres. La migration des DOM vers la métropole est une migration légèrement féminisée, moins que celle liant l'Afrique subsaharienne à la France. L'âge moyen des ultramarins est proche de celui des migrants issus du Maghreb, renforçant le parallèle entre ces deux flux, nés

de la migration de travail de l'après-guerre. En revanche, les migrants des DOM se distinguent par leur niveau d'études – légèrement inférieur à celui de la population majoritaire et des descendants d'immigrés, nettement supérieur à celui des immigrés. Ils sont plus souvent actifs et moins touchés par le chômage que les autres groupes migratoires ou que la population majoritaire. La position sur le marché du travail est structurante des expériences quotidiennes des individus et l'accès à l'emploi est un des sujets de discrimination les plus visibles dans la sphère publique. Dans ce contexte, la place spécifique des ultramarins est susceptible d'influencer fortement leur vécu des discriminations.

Tableau 1 : Caractéristiques sociodémographiques des groupes étudiés

Origine migratoire		Part d'hommes (%)	Âge moyen	Nombre d'années d'études ¹	Taux d'activité (%)	Activité Féminine (%)	Taux de Chômage (%)
Métropole	G1 ²	47,8	34,8	16,8	87,9	85,3	10,4
DOM	G2	47,5	36,7	16,1	90,3	88,6	8,1
	G1	47,2	28,1	17,5	83,6	82,8	12,7
Europe	G2	41,6	39,5	14,2	88,3	83,4	10,5
	G1	49,4	34,2	16,7	87,7	83,5	8,5
Maghreb	G2	48,6	36,9	14,3	80,8	67,6	20,1
	G1	44,0	29,8	16,7	79,4	73,8	23,6
Afrique subsaharienne	G2	42,8	36,1	15,3	84,2	78,8	20,4
	G1	48,0	24,8	17,4	71,5	67,6	22,1
Autres pays	G2	49,3	36,2	13,5	78,0	65,6	16,8
	G1	50,1	24,7	17,2	69,2	64,8	17,8

¹ Etudiants exclus

² G1correspond aux migrants de première génération, G2 à leurs descendants.

Source : Trajectoires et Origines (INSEE-INED, 2008) | Champ : personnes âgées de 18 à 50 ans

J'ai sélectionné trois indicateurs pour mesurer le racisme et les discriminations reportés par les différents groupes migratoires. Il s'agit des réponses aux questions : « *Au cours des 5 dernières années, pensez-vous avoir subi des traitements inégaux ou des discriminations ?* » ; « *Au cours de votre vie, avez-vous été la cible d'insultes, de propos ou d'attitudes racistes en France ?* » ; « *Pensez-vous qu'en France certaines personnes subissent des traitements inégaux ou des discriminations à cause de leurs origines ou de leur*

couleur de peau ? ». Les réponses sont formulées en termes de fréquence (souvent, parfois, jamais). Pour l'expérience personnelle des individus, j'ai regroupé les modalités « souvent » et « parfois », afin de former une indicatrice du fait d'avoir déjà subi ces comportements. Pour l'opinion sur la société en général, j'ai uniquement sélectionné la modalité « souvent » car c'est autour de cette dernière que les clivages étaient les plus importants (peu d'enquêtés répondent « jamais »). Les réponses sont ensuite différenciées selon les motifs cités comme causes possibles des discriminations ou des comportements racistes.

Les enquêtés peuvent indiquer plusieurs motifs et l'ordre dans lequel ces derniers étaient proposés variait aléatoirement d'une passation à l'autre. Pour les discriminations, les catégories proposées calquent la définition légale : « *D'après vous était-ce plutôt à cause de : de votre âge, de votre sexe (le fait d'être un homme ou une femme), de votre état de santé ou un handicap, de votre couleur de peau, de vos origines ou de votre nationalité, du lieu où vous vivez, de la réputation de votre quartier, de votre accent, de votre façon de parler, de votre situation de famille (célibataire, divorcé-e, enfants en bas-âge), de votre orientation sexuelle, de votre religion, de votre façon de vous habiller ?* ». Pour les comportements racistes, elles donnent à lire ce que les concepteurs de l'enquête ont considéré comme des marqueurs possibles de frontières ethno-raciales : « *Serait-ce à cause de : votre nom ou votre prénom, votre couleur de peau, votre accent, votre religion, vos origines ou votre nationalité, votre apparence physique ?* ». Ces catégories sont soumises à des effets d'interprétation. Elles ne sont pas des marqueurs univoques des causes de traitements inégaux : leur mobilisation par un individu est, tout comme celle des concepts de racisme ou de discrimination, tributaire de contextes locaux et historiques, ainsi que d'enjeux d'auto-catégorisation.

J'isole les expériences liées à la couleur de peau et celles liées à l'origine ou la nationalité. Dans le cas des migrants des DOM, nés en France de parents français⁸, il peut paraître surprenant de quantifier les traitements injustes qu'ils attribueraient à leurs origines ou leur nationalité. Pourtant, les discours tenus par les personnes que j'ai interviewées révèlent que le fait d'être français leur pose question et comment, au-delà de la couleur de peau, le fait de « *venir d'ailleurs* » structure leurs expériences. Les interviewés utilisent le terme « Français » à la fois pour s'affirmer comme membres de la communauté nationale et pour désigner les natifs de métropole, en particulier blancs. Plusieurs enquêtées ont souligné le fait de n'être perçues comme françaises que « *sur le papier* », le liant au fait de ne pas venir de l'Hexagone⁹. Il apparaît ainsi important de ne pas écarter à priori la notion d'origine comme registre interprétatif des situations vécues par les ultramarins.

Les ultramarins déclarent davantage subir des discriminations que les autres groupes, à l'exception des immigrés originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb (Tableau 2). Comme les immigrés subsahariens, ils lient ces traitements inégalitaires à leur couleur de peau et déclarent plus rarement des discriminations liées à l'origine. A l'inverse, les originaires du Maghreb investissent la question de l'origine et citent moins la couleur de peau comme un motif de discrimination. La même dynamique se reflète dans la déclaration des comportements racistes et de leurs causes possibles, même si l'écart de fréquence entre subsahariens et ultramarins d'une part, maghrébins d'autre part, se creuse. La question portant sur la société en général révèle d'autres mécanismes. Les immigrés sont moins nombreux que la population majoritaire à déclarer qu'ils pensent que les traitements inégalitaires liés à

⁸ A l'exception d'une minorité d'enfants d'immigrés

⁹ Estelle, policière municipale réunionnaise de 33 ans, explique : « *Pour eux, on est Français, oui et non. On va dire oui, juste sur papier. Parce que finalement on est différents parce qu'on vient d'ailleurs.* ». Sonia, animatrice réunionnaise de 59 ans met également l'accent sur ce sentiment d'altérité : « *'T'as vu comment elle a fait ?!' J'ai entendu (...) Pas spécialement parce que je viens de la Réunion, mais que je ne suis pas d'ici. Je suis pas d'ici* »

l'origine ou la couleur de peau arrivent souvent. En revanche, à l'instar des descendants d'immigrés, les natifs des DOM et leurs descendants signalent fortement ces comportements.

Tableau 2 : Expérience et ressenti du racisme et des discriminations (%)

Origine migratoire		Traitements inégalitaires ou discriminations depuis 5 ans liés à			Propos et attitudes racistes			Pense que les discriminations liées à l'origine ou la couleur de peau arrivent souvent en France
					Déjà subis	Possibles à cause de		
		Tous	Couleur de peau	Origine ou nationalité			Couleur de peau	
Métropole		10,0	0,8	1,6	18,4	11,9	14,0	57,4
DOM	G1	31,4	24,5	10,7	46,9	55,7	21,3	65,3
	G2	39,0	31,7	10,8	52,4	47,0	19,0	68,7
Europe	G1	14,3	0,4	9,4	20,8	2,0	19,3	45,6
	G2	11,5	1,1	3,7	24,7	4,2	17,4	57,1
Maghreb	G1	31,5	6,2	26,9	34,7	17,2	44,2	45,1
	G2	38,1	9,1	30,3	48,6	14,8	38,9	62,0
Afrique subsaharienne	G1	42,1	33,7	19,6	46,1	60,2	31,7	55,4
	G2	43,4	37,1	19,1	55,4	49,4	25,6	66,2
Autres pays	G1	22,8	6,1	15,0	26,0	14,5	28,2	37,5
	G2	25,6	7,1	16,2	43,0	13,2	29,8	55,9

Source : Trajectoires et Origines (INSEE-INED, 2008) | Champ : personnes âgées de 18 à 50 ans

Lecture : 33,7% des immigrés issus d'Afrique subsaharienne ont déclaré avoir subi souvent ou parfois des discriminations liées à leur couleur de peau ces 5 dernières années.

En distinguant les migrants et leurs descendants, l'analyse souligne les expériences communes liées à un référentiel géographique ou une catégorisation ethno-raciale partagée. En même temps, elle met en lumière les mécanismes liés aux différences de statut, d'une génération à l'autre. En termes socioéconomiques, cette étude fait ressortir la position intermédiaire des ultramarins : ces derniers sont à la fois mieux dotés sur le marché du travail que les autres immigrés et dans une position défavorable comparée à la population majoritaire. En termes de traitements inégalitaires, les déclarations des ultramarins les rapprochent des immigrés originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb. Ce décalage constitue une première piste d'investigation. L'usage de régressions permet de démêler, dans le vécu des discriminations ou du racisme, la part liée à des différences de structure entre les

populations étudiées. En revanche, comparer la probabilité de se déclarer victime de traitements inégaux, selon l'origine, à caractéristiques socioéconomiques semblables, n'écarte pas l'effet de trajectoires collectives. Tout ce qui n'est pas mesuré par les indicateurs de position individuelle, comme par exemple les relations historiques entre le territoire d'origine et la France métropolitaine, demeure capté par le coefficient associé à l'origine.

Tableau 3 : Effets marginaux de l'origine migratoire sur la probabilité de déclarer une expérience des discriminations

Origine migratoire		Traitements inégalitaires ou discriminations depuis 5 ans liés à			Propos et attitudes racistes			Pense que les discriminations liées à l'origine ou la couleur de peau arrivent souvent en France
		Tous	Couleur de peau	Origine ou nationalité	Déjà subis	Possibles à cause de		
						Couleur de peau	Origine ou nationalité	
Métropole		Référence						
DOM	G1	0,21***	0,23***	0,10***	0,27***	0,45***	0,07**	0,07**
	G2	0,23***	0,24***	0,07***	0,31***	0,32***	0,05*	0,09***
Europe	G1	0,04**	-0,01**	0,08***	0,08***	-0,08***	0,08***	-0,09***
	G2	-0,01	-0,00	0,01*	0,06***	-0,07***	0,04***	-0,00
Maghreb	G1	0,19***	0,05***	0,24***	0,20***	0,10***	0,30***	-0,08***
	G2	0,24***	0,06***	0,26***	0,29***	0,02*	0,24***	0,04**
Afrique subsaharienne	G1	0,34***	0,38***	0,19***	0,34***	0,55***	0,19***	0,05**
	G2	0,27***	0,30***	0,12***	0,36***	0,44***	0,13***	0,09***
Autres pays	G1	0,15***	0,09***	0,13***	0,09***	0,06*	0,10**	-0,05
	G2	0,08**	0,04*	0,05**	0,14***	-0,05*	0,00	0,06
Nationalité		0,01	0,02*	0,01	0,09***	0,04**	0,01	0,07***

Source : Trajectoires et Origines (INSEE-INED, 2008) | Champ : personnes âgées de 18 à 50 ans

Niveaux de significativité : * $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$

Modèle dichotomique probit avec pour variables de contrôle : l'origine migratoire (11 postes), le sexe, la PCS (8 postes), l'âge (4 postes), le statut d'activité (4 postes), le niveau d'études (5 postes), le fait de travailler dans le secteur public, le fait d'avoir la nationalité française. A la différence de l'étude de Beauchemin et al. (2010), la régression ne contrôle pas pour la religion, ce qui peut expliquer des différences dans les estimations.

Dans la lignée des travaux de Beauchemin et al. (2010), les régressions contrôlent l'origine migratoire, le sexe, la PCS, l'âge, l'activité et le niveau d'étude. Elles isolent également l'effet de la nationalité française. Les résultats des estimations par probit accentuent la structure dessinée par les statistiques descriptives (tableau 3). Le statut

migratoire est le facteur qui a les effets les plus forts sur les variables expliquées. Les caractéristiques d'emploi ou de diplôme ont des effets significatifs mais bien inférieurs à ceux associés à l'origine (tableaux A1, A2 et A3 en annexe). D'une part, les origines ultramarine, maghrébine et subsaharienne sont celles qui augmentent le plus la probabilité de reporter des comportements discriminatoires ou inégalitaires. Par rapport à un natif de métropole, la probabilité qu'un migrant ultramarin déclare avoir subi des discriminations est plus élevée de 21 points (23 pour un descendant), 19 points pour un immigré du Maghreb (24 pour un descendant), 34 points pour un immigré d'Afrique subsaharienne (27 pour un descendant).

D'autre part, des éléments communs aux expériences des migrants des DOM et d'Afrique subsaharienne les isolent des autres groupes de migrants. Ils se reflètent dans les motifs invoqués comme cause des discriminations et des comportements racistes (la couleur de peau plutôt que l'origine), ainsi que dans l'opinion sur la fréquence des discriminations liées à l'origine ou la couleur de peau en France. En part brute, les immigrés subsahariens déclarent moins souvent que la population majoritaire qu'ils trouvent les discriminations liées à l'origine ou la couleur de peau fréquentes. Lorsqu'on contrôle par des variables statutaires, ils ont une probabilité supérieure de le faire (+5 points de probabilité). Ce renversement suggère que les positions socioéconomiques occupées par les immigrés subsahariens jouent un rôle dans leur réponse à cette question, dont l'influence est plus forte que pour d'autres groupes. A caractéristiques égales, les natifs des DOM sont aussi plus susceptible que la population majoritaire de trouver que ces discriminations arrivent souvent (+7 points). Cet écart est plus important chez les descendants de ces migrants, négatif ou nul pour les autres immigrés et leur descendants, à l'exception des descendants d'immigrés maghrébins (+4 points).

La position socioéconomique des ultramarins ne semble pas diminuer ou augmenter leur report des discriminations et des comportements racistes. Alors que les différences de position

entre ultramarins et immigrés sont fortes, contrôler ces caractéristiques ne change que peu leur fort report des traitements inégalitaires. Si les ultramarins déclarent moins souvent subir des traitements inégalitaires que les immigrés subsahariens, cet écart se maintient à statut socioéconomique égal. Si les trajectoires sociales influencent leur vécu, c'est davantage comme trajectoire historique du groupe que comme mécanisme individuel. En effet, les relations historiques unissant les DOM à la métropole accentuent, dans certains cas, les expériences déclarées. L'ancienneté de la citoyenneté semble renforcer les attentes en termes d'intégration et produit une critique plus soutenue du racisme de la société française. La déclaration d'une discrimination par les individus émerge du cumul des situations inégalitaires (Brinbaum, Safi et Simon, 2012) mais la relation entre fréquence et déclaration dépend de la nature des comportements (Algava et Bègue, 2006). Si les ultramarins attribuent à des traitements inégalitaires une signification différente, notamment un caractère plus fortement injuste, ils signaleront davantage le racisme de la société.

Ce mécanisme est confirmé par l'effet positif, quel que soit le groupe, du fait d'être descendant de migrant plutôt que migrant, ainsi que par l'effet de la nationalité¹⁰. Posséder la nationalité française n'a un effet significatif que sur certaines des variables expliquées : avoir subi des discriminations liées à la couleur de peau, avoir subi des comportements racistes, penser pouvoir les subir à cause de sa couleur de peau, trouver que les discriminations liées à l'origine ou la couleur de peau arrivent souvent. Dans ces quatre cas, l'effet est positif. La nationalité n'influence donc pas n'importe quelles expériences inégalitaires : elle semble interagir davantage avec les situations qui mettent en jeu un processus de racialisation, en particulier lié à la couleur de peau. Le fait d'avoir acquis la nationalité française ou d'être

¹⁰ Les données ne permettent pas, néanmoins, d'établir un lien causal : ne disposant pas de la date d'obtention de la nationalité, ni d'informations temporelles précises quant aux expériences reportées, je ne peux qu'estimer une association statistique (Fougère et Safi, 2009)

citoyen dès sa naissance accroît les attentes en termes d'intégration et le sentiment d'injustice lorsque ces attentes sont déçues. Le décalage entre situation attendue et situation réelle apparaît d'autant plus fort dans les situations où les individus lient l'inégalité à leur phénotype.

La mesure des inégalités ethno-raciales met en tension les conceptions biologique et culturelle du racisme (Balibar, 2005). De récentes études révèlent l'hétérogénéité des processus de racialisation, aboutissant à des inégalités différenciées, particulièrement selon les vecteurs de la couleur de peau et de la religion (Khattab et Modood, 2015 ; Modood et Khattab, 2016). L'expérience particulière des deux groupes migratoires pouvant être le plus qualifiés de « noirs »¹¹, en particulier par rapport aux immigrés maghrébins, rouvre ces questions. Dans les réponses des enquêtés de TeO, le vécu des inégalités ethno-raciales croise spécifiquement traits phénotypiques et statuts légaux. Il apparaît donc nécessaire d'étudier comment les sentiments de légitimité ou d'injustice qui émergent des catégorisations ethno-raciales sont également façonnés par des effets de statut.

Ainsi, l'expérience des discriminations et du racisme, telle qu'elle est déclarée par les enquêtés de TeO, rapproche les natifs des DOM et leurs descendants des immigrés originaires d'Afrique subsaharienne, avec une différence de fréquence. Leurs vécus semblent reposer sur des mécanismes de catégorisation raciale similaires, construits autour d'un attribut à la fois phénotypique et symbolique : la couleur de peau. A l'inverse, si elles sont proches en termes de fréquence, les expériences des ultramarins et des Maghrébins diffèrent dans l'interprétation

¹¹ Tous les natifs des DOM, comme les immigrés subsahariens, n'ont pas la peau noire. Le métissage produit une grande diversité phénotypique, avec un flou plus ou moins grand dans les catégorisations ethno-raciales. C'est en particulier le cas à la Réunion, avec la présence historique de populations blanches non dominantes et les importants flux migratoires venus de Chine ou d'Inde. La région de naissance, telle qu'elle est captée par TeO, demeure une mesure très approximative de la catégorisation ethno-raciale perçue ou vécue des individus.

qu'ils en font. Dans ce contexte, le fait que les ultramarins soulignent, davantage que n'importe quel groupe, la présence des discriminations en France suggère que l'interprétation de ces situations opère à deux niveaux. D'abord, face à un traitement inégalitaire, ces individus détectent et sont amenés à reporter une discrimination, selon des modalités proches de celles employées par les immigrés africains. Ensuite, ils se distinguent par les conclusions qu'ils en tirent, en termes d'injustice au sein de la société française. Leur position spécifique aurait alors un effet à ces deux niveaux : elle atténue d'abord le vécu des discriminations, à titre individuel ; elle en augmente ensuite la portée, à titre général.

3. La mise en récit du racisme et des discriminations

3.1 Les ultramarins face à l'enquêtrice : un récit situé

J'ai réalisé trente-trois entretiens semi-directifs avec des Antillais et Réunionnais entre 2015 et 2016¹². Une première série d'entretiens avait pour point de départ le personnel périscolaire d'un groupe scolaire d'une commune de la banlieue parisienne, dont la population appartient plutôt aux classes moyennes et populaires. Par effet boule de neige, cet échantillon a été étendu à des personnes travaillant dans d'autres secteurs. J'ai surtout interrogé de petits fonctionnaires mais le corpus comprend aussi quatre salariés du secteur privé. Dans un second temps, je me suis concentrée sur deux ensembles professionnels : les forces de l'ordre et le secteur hospitalier (aides-soignantes et infirmières). Ce choix se justifie par la surreprésentation historique des ultramarins dans ces professions. Il interroge également la proximité aux institutions publiques et le rapport spécifique à l'État que ces positions peuvent impliquer, alors même que ces deux secteurs engagent deux dimensions très différentes de

¹² Ces entretiens sont complétés par des échanges plus informels avec les enquêtés, leurs collègues ou leurs proches, à leur domicile ou sur leur lieu de travail. S'ajoutent enfin des notes d'observation lors de mes visites dans les services professionnels et lors d'événements associatifs.

l'action publique. Le secteur hospitalier est le plus représenté. Du fait de la féminisation de ces métiers, le corpus d'entretiens met l'accent non seulement sur le secteur public mais également sur les femmes. Les interviewés sont tous nés dans les DOM. La majorité a plus de cinquante ans et a quitté les DOM autour de vingt ans. A cette cohorte s'ajoutent des individus plus jeunes, qui ont rejoint la métropole à la même période que les plus âgés, alors qu'ils étaient enfants, ou au même âge qu'eux, ces dix dernières années.

Les entretiens portaient sur l'enfance, l'expérience scolaire (en particulier l'orientation) des ultramarins, le déroulement de la migration puis l'installation en métropole, les recherches d'emploi, la vie professionnelle, avant d'aborder les questions de relations communautaires, de préjugés et de comportements liés à l'origine, de militantisme et de représentation politique. Sauf dans les cas où ils avaient spontanément abordé le sujet durant la phase biographique de l'entretien, j'ai toujours demandé aux enquêtés s'ils avaient subi des comportements liés à leur origine ou leur couleur de peau, en utilisant ces expressions (« *des comportements liés à l'origine ou la couleur de peau* ») qui ne mentionnent pas directement le racisme ou les discriminations. Dans ce travail, je m'intéresse à la manière dont les ultramarins que j'ai interviewés ont réagi à cette question, ainsi qu'au décalage possible entre leur réponse immédiate et les propos tenus ultérieurement (qu'ils portent sur des anecdotes personnelles ou émettent une opinion quant au racisme de la société française).

La réponse à cette question dépend beaucoup du contexte et de l'effet enquêteur. Le fait que je ne sois pas originaire des DOM a sans doute influencé la manière dont les personnes interrogées ont abordé la thématique des inégalités ethno-raciales. Les liens personnels que j'entretiens avec la Réunion ont parfois ouvert des discussions informelles en marge des entretiens, et facilité une relation de confiance, mais je n'ai jamais été perçue comme partageant une expérience avec les migrants des DOM. Malgré mon nom de famille à

consonance étrangère, les interviewés se sont toujours adressés à moi comme à une personne n'ayant vécu ni la migration ni le racisme. A l'hôpital, j'ai entendu des aides-soignantes exprimer leur surprise à mon arrivée : « *Ah, mais je croyais que c'était une black qui travaillait là-dessus !* ». Cette position a créé de la distance. Elle incitait aussi les enquêtés à expliciter des éléments qu'ils auraient peut-être laissés dans l'ombre s'ils avaient supposé que je connaissais bien leur situation. Ils avaient tendance à utiliser leur expérience comme support d'un discours plus général sur la condition des ultramarins, me parlant comme à une représentante des « blancs » ou de la « population majoritaire ». Alors que j'interrogeais un animateur sur les stéréotypes qui pouvaient être véhiculés au sujet des ultramarins, il retourna la question, me demandant « *Moi j'aimerais juste savoir comment les métropolitains nous perçoivent... comment vous percevez un Antillais par exemple* ». J'analyse leurs propos dans ce cadre, en me demandant ce que signifie qu'ils aient parlé en ces termes dans le contexte de représentation qu'ils attribuaient à nos échanges.

L'examen des discours tenus durant les entretiens révèle la grande diversité des expériences des comportements racistes et des discriminations. A la question sur les comportements liés à l'origine ou la couleur de peau, quelques personnes ont répondu « *non* ». D'autres ont évoqué ce type de comportement avant, spontanément. Certains ont raconté une anecdote personnelle, d'autres ont tout de suite tenu un discours général. Certains ont évoqué le fait d'être « *pris pour un arabe* », d'autres le racisme des Antillais. Les cadres interprétatifs mobilisés ont varié d'un enquêté à l'autre. Les entretiens mettent également en valeur les écarts d'usage et de signification entre les notions de racisme et de discrimination. Lorsque celle-ci n'est pas directement proposée aux enquêtés – comme c'est le cas dans le questionnaire TeO, le terme « discrimination » apparaît beaucoup moins disponible que celui de « racisme » pour interpréter des situations inégalitaires.

Ce constat conduit à recentrer l'analyse autour du récit des manifestations du racisme, afin de comprendre selon quelles modalités il s'articule ou non à des expériences discriminatoires. Je montre d'abord comment les discours des ultramarins mettent en valeur une expérience commune à certaines populations en France. Durant les entretiens, les ultramarins combinent mise à distance des discriminations et dénonciation du racisme. Mis en perspective avec d'autres études qualitatives, ces discours dessinent des proximités entre ultramarins, immigrés d'Afrique subsaharienne, du Maghreb, et leurs descendants, similaires à celles observées à l'aide des indicateurs de TeO. Ils soulignent le rôle de la catégorisation raciale liée à la couleur de peau et permettent d'en mieux comprendre les mécanismes. J'analyse ensuite la dimension relationnelle des récits des enquêtés : les mentions régulières qu'ils font d'autres groupes migratoires, dans leur évocation des inégalités ethno-raciales, soulignent combien parler des discriminations ou du racisme signifie prendre position, c'est-à-dire se situer par rapport à d'autres groupes.

3.2 Le processus de racialisation et sa mise à distance : le spectre du « noir »

Lorsque les enquêtés déclarent avoir subi des comportements racistes, ces traitements sont présentés comme ponctuels, isolés, plutôt que comme structurant leurs expériences quotidiennes. Dominique¹³ (aide-soignante martiniquaise en gériatrie, 32 ans) évoque le refus de soin – « *J'ai vu des gens qui, une fois, n'ont pas... ont dit 'je ne veux pas que vous occupiez de moi'* », Amélie (aide-soignante martiniquaise en gériatrie, 25 ans) les insultes des patients – « *C'est les pathologies qui font qu'on nous traite de sale nègre et tout par exemple. Y'a ça mais après, au niveau des Antilles, bof. Enfin, il peut y en avoir un cas sur 10. Non, enfin, non, pas plus que ça* ». Ces comportements sont parfois décrits comme fréquents, mais ils sont alors relativisés : « *Des patients qui nous voient : 'ah vous êtes noirs'*,

¹³ Tous les prénoms ont été modifiés pour préserver l'anonymat.

tout de suite, 'ah vous venez de l'Afrique'. Ça, c'est courant. C'est ce qu'on entend quasiment tous les jours mais après, sinon, maintenant je suis habituée, ça me choque pas. » (Maeva, aide-soignante guadeloupéenne en gérontologie, 27 ans).

Ce constat reflète la dualité du ressenti des discriminations et des pratiques d'évitement. Un ensemble de stratégies permettent aux ultramarins de se prémunir du racisme au quotidien et de construire des discours le minimisant (Bataille, 1997). Une moindre exposition peut refléter des choix de vie limitant la répétition des traitements inégalitaires¹⁴ mais elle repose aussi sur une certaine manière d'interpréter les événements. La cause d'un comportement désobligeant n'est pas toujours claire. Dans ce contexte de flou, les individus peuvent préférer mettre de côté l'hypothèse du racisme car l'affronter demande temps, énergie et ressources (Essed, 1991, 2005 ; Feagin, 1991). La mise à distance n'est pas un mécanisme spécifique aux ultramarins de France métropolitaine. Elle semble être une stratégie de réponse disponible à la plupart des groupes victimes de traitements inégalitaires, même si, par exemple, elle est plus souvent utilisée par les Caribéens que par les Afro-Américains aux Etats-Unis (Fleming, Lamont et Welburn, 2012 ; Lamont, Morning et Mooney, 2002 ; Waters, 1996).

La couleur de peau et les stéréotypes associés aux DOM sont souvent identifiés comme un frein, plutôt qu'une barrière, à l'ascension professionnelle. Tom (aide-soignant guadeloupéen, 59 ans) raconte : « *Parce qu'on a une intonation dans la voix qui fait que c'est plus lent, que c'est plus machin et donc les gens pensent que bon ben puisque c'est comme ça bon aussi on est aussi lent (...) Quand tout le monde se contente d'être à 80%, nous euh Antillais le plus souvent il faut être à 150 à 200%* ». En revanche, il refuse le terme de racisme, jugé trop connoté : « *les gens qui emploient ce mot de racisme, ils savent même pas trop, parce que*

¹⁴ Janine (agent territorial spécialisé des écoles maternelles, guadeloupéenne, 61 ans) : « *J'ai jamais eu de remarques comme ça (...) il faut dire aussi que prendre les transports tout ça, non. C'est parce que moi j'habite juste à côté (...) Quand je sors c'est en famille, c'est la voiture. J'ai pas eu à côtoyer* »

lorsqu'on voit bon, il faut quand même aussi un petit peu plus de choses. Y'a ceux qui restent derrière en disant "ouais il m'a traité de sale nègre", un truc comme ça, "sale nègre", sale je sais pas, sale je sais que non, c'est pas vrai, mais nègre oui je sais que je le suis. »

L'argumentaire qui consiste à refuser de parler de racisme ou de discrimination parce qu'un tel raisonnement équivaldrait à se placer en victime n'est pas un cas isolé. Les interviewés insistent sur leur capacité à prendre du recul, sur le fait qu'ils ne prêtent plus attention à ces difficultés. Denise (animatrice guadeloupéenne, 38 ans) explique ainsi : *« Non, parce qu'en fait, moi, je venais, je faisais mon travail et puis je calculais pas les autres. »* Ils en atténuent aussi la dimension raciste en soulignant l'ignorance des individus, leur manque d'intelligence ou un caractère isolé.

L'exemple de Chantal (fonctionnaire administratif martiniquaise, 50 ans) semble synthétiser ces éléments. Après une demande de logement social, elle trouve un logement qui lui convient et apprend qu'elle est première, en termes de points, sur le registre des demandes. Le bailleur a le dernier mot et elle n'obtient pas l'appartement. Déçue, elle se rend au bureau du logement où son interlocutrice appelle le bailleur pour avoir des explications. Le haut-parleur étant actionné, Chantal peut entendre : *« c'est parce que nous voulons des Français de France »*. A aucun moment elle n'utilise le mot discrimination pour désigner cette expérience. En 2007, elle se trompe dans la priorité sur le périphérique. L'automobiliste lésée se met en colère, arrêtant sa voiture, tapant et crachant sur celle de Chantal. Quand l'automobiliste l'insulte et lui crie *« Sale noire ! »*, Chantal relie cette colère aux émeutes de Villiers-le-Bel. Elle explique : *« Pour moi, c'était une personne bête quoi. C'est par manque d'intelligence (...) Je me sens chez moi ici et je ne m'arrête pas à ce genre de... ce n'est pas le genre de choses qui va me traumatiser, qui va me laisser au fond du trou, pas du tout, pas plus que ça.*

Ça arrive, hein ». Elle reconnaît rencontrer parfois de tels comportements dans les transports en commun. Elle refuse de se placer en victime : « *Je ne me victimise pas. Non, pas du tout.* »

Ainsi, les mots choisis par Chantal rendent explicite un mécanisme important expliquant la manière dont les ultramarins interprètent les situations qu'ils ont vécues : le refus de voir la qualité de victime les définir. Les enquêtés semblent avoir intériorisé les techniques de neutralisation qui permettent de justifier un comportement déviant (Sykes et Matza, 1957), comme peuvent l'être des insultes ou des discriminations à caractère racial. Trois dimensions de ces techniques sont particulièrement saillantes dans leurs récits : les individus ne sont pas responsables de leurs actes (« *C'est les pathologies qui...* » ; « *C'est par manque d'intelligence* ») ; l'acte n'a pas réellement causé de dommage (« *Ce n'est pas le genre de choses qui va me traumatiser* » ; « *Je calculais pas* ») ; la victime est niée (« *Nègre oui je sais que je le suis* »).

En même temps, les enquêtés évoquent une société raciste. Denise affirme : « *Je pense que, au niveau du racisme, y'en a encore. Ah oui, y'en a encore. Ils le montrent pas, mais y'en a.* ». Ils développent un discours général qui semble plus facile à tenir, dans la mesure où il n'engage pas une expérience individuelle précise (dont il faut démontrer le caractère discriminatoire) ni ne nécessite de se définir comme victime. Dans certains cas spécifiques, cette dénonciation s'articule à une position militante et un vocabulaire analytique. Deux amis engagés dans la même association m'expliquent : « *On est mal vus... parce que y'a ce problème de racisme qui est tant ce racisme ordinaire* » (Gaston, chauffeur de car martiniquais, 52 ans), « *Beaucoup de gens vont dire 'oui mais bon la France c'est pas un pays raciste' et machin. Evidemment, y'a pas de loi raciste et y'a pas de loi ségrégationniste. Mais la majeure partie des gens, quand on gratte un peu, au fond, la culture française, même la culture européenne est basée sur ça, est basée sur le principe du système esclavagiste.* »

(Martin, directeur de magasin martiniquais, 55 ans). Minimisation des expériences de discrimination et dénonciation du racisme dans la société ne sont donc pas des phénomènes contradictoires (Galland, 2016). Cette dualité semble au contraire caractériser le discours de nombreux groupes minorés (Cuturello, 2011b). Dans un contexte où la perpétuation d'un système ou d'une position de désavantage semble inéluctable, adopter l'idéologie dominante ou adhérer à des mythes communs permet de trouver une justification acceptable à ce système, atténuant le sentiment d'injustice qu'il produit, alors même que ces représentations peuvent être dévalorisantes pour les individus qui y adhèrent (Jost et Banaji, 1994 ; Mason, 1971 ; Sidanius et Pratto, 1993).

Les places occupées respectivement par les mots « racisme » et « discrimination » renforcent cette ambivalence. Ma question est très souvent interprétée en termes de racisme, plusieurs enquêtés reformulant même la question dans leur réponse immédiate : c'est le cas de Jeanne (infirmière guadeloupéenne, 50 ans) – « *c'est vrai que on subit, on subit ; même quand je suis arrivée à l'assistance publique, j'ai subi le racisme* », de Dominique (aide-soignante martiniquaise, 32 ans) « *J'ai pas dit que j'ai connu vraiment le racisme* » ou encore de Bernadette (aide-soignante guadeloupéenne, 58 ans) – « *Ah mais ça c'est sûr, le racisme existe toujours, même encore de nos jours* ». A l'inverse, le terme « discrimination » est presque absent des entretiens. Seuls cinq enquêtés l'ont utilisé ; chacun ne l'a mentionné qu'une seule fois, dont deux alors que c'est moi qui avais commencé par en parler. Même dans des cas où l'expérience est décrite dans les termes qui définissent la discrimination – comme pour Chantal ou Céline (cadre-infirmière guadeloupéenne, 52 ans : « *on sait qu'à armes égales ça sera toujours plus compliqué* ») – le mot n'a pas été mentionné.

Au centre des anecdotes et des critiques, la stigmatisation de la couleur de peau revient sans cesse, articulée autour de l'image du « *sale noir* », que ce soit pour nier le vécu de cette

mise à l'écart (« *J'ai jamais vécu de choses comme ça, qu'on me dise 'sale noire'* ») ou au contraire pour le souligner (« *Y'en a qui m'ont traitée de sale noire* », « *Il l'a giflée : 'je veux pas que tu parles au noir'* », « *'Mon papa il a dit que tu es là pour ça. Tu es là pour me changer : vous les noirs vous êtes là pour ça'* »). Ces registres de discours renvoient au stigmatisme racial dans sa corporalité (Goffman, 1975). Les ultramarins font donc face à une expérience qui touche, dans des modalités semblables, d'autres groupes migratoires de France métropolitaine : immigrés venus d'Afrique, de la Caraïbe, ou descendants de ces immigrés. Dénonçant le racisme ou maintenant à distance les discriminations, ces groupes mobilisent les mêmes registres de réponse. Toutefois, dans leurs récits, les ultramarins développent aussi un registre de différenciation ethno-raciale. Les analyses qui suivent montrent comment, interrogés sur leurs expériences, ces migrants insistent à la fois sur des différences de nature, de fréquence et sur des différences d'interprétation. Mobilisant l'ancienneté de leur citoyenneté et ses effets sur leurs parcours, ils interrogent précisément ce qu'« être noir » signifie.

3.3 La dimension relationnelle des expériences ethno-raciales

Questionnés sur d'éventuels traitements inégalitaires, les enquêtés ne cadrent pas toujours leur réponse autour du rejet de leur couleur de peau par la population majoritaire en métropole. A ce thème, qui reste le sujet central de la plupart des propos, s'ajoutent d'autres motifs liés au racisme. Certains enquêtés soulignent le fait que les comportements racistes ne seraient pas que le fait des blancs. Pour une partie des Réunionnais, leur couleur de peau mate les ferait plutôt passer pour « arabes » que pour « noirs ». Au cours des entretiens, évoquer cette méprise ne les conduit pas à souligner une injustice commune. Au contraire, en plaçant les dits arabes comme principaux acteurs de cette identification ethno-raciale erronée, ils créent de la distance : « *Au bout de quelques mois tous les [collègues de l'école de police] me*

trahissaient d'arabe » (Benjamin, policier réunionnais, 43 ans) « Les mecs que j'interpélais d'origine maghrébine et compagnie, systématiquement, ils me parlaient en arabe » (Vincent, policier réunionnais, 33 ans) ; « Le métissage fait qu'on me prend plus souvent pour une maghrébine ou pour une musulmane que pour une indienne. Donc je rencontre pas mal de soucis des fois parce que les gens me parlent en arabe ; quand je ne réponds pas, ils m'insultent. » (Carine, policière réunionnaise, 35 ans)¹⁵. Plusieurs Guadeloupéennes et Martiniquaises évoquent le racisme des Antillais : « Après on peut dire que les Antillais sont racistes (...) on est racistes, on n'aime pas les blancs ; ou on est racistes, on n'aime pas les Haïtiens » ; « Moi j'ai un beau-père blanc donc je peux te dire que le racisme noir contre blanc existe aussi ».

Ce type de discours sert aussi la critique d'une vision binaire du racisme. Si certains ultramarins se situent clairement dans la dénonciation du racisme des blancs envers les non-blancs, mobilisant parfois des références fanoniennes, d'autres cherchent au contraire à modérer cette dénonciation. Ils comparent eux-mêmes les répertoires d'interprétation utilisés par différents groupes migratoires. Dans leur compréhension, la focalisation sur une lecture raciale des situations reflète un refus d'« aller de l'avant » ; au contraire, ne pas s'attarder sur des comportements potentiellement racistes leur permet de signaler leur capacité à s'intégrer dans la société d'accueil. Tantôt, la vision binaire du racisme des Africains est rejetée par les Antillais : « *L'Africain est encore dans cette lutte avec le blanc* » (Elise, infirmière guadeloupéenne, 39 ans). Tantôt, celle des Antillais est rejetée par les Réunionnais : « *Ça fait clivage Antillais Réunionnais mais... nous on est passés à autre chose et c'était nos ancêtres qui ont été esclaves. Ils ont été libérés de leurs chaînes, nous on n'est pas esclaves. Alors que*

¹⁵ Le positionnement de ces trois amis s'inscrit aussi dans leur trajectoire spécifique : ils sont membres des forces de l'ordre depuis plus de dix ans et engagés dans la même association de fonctionnaires ultramarins depuis quelques années.

les Antillais, c'est vraiment, ils sont encore dans l'état d'esprit où même aujourd'hui ils se sentent mal à l'aise par rapport à ça. (...) Des noirs Antillais qui vont dire 'c'est un blanc', c'est deux mondes à part. C'est vraiment : le blanc, le noir.» (Carine). En refusant de s'intégrer aux discours antiracistes classiques, certains individus réfutent l'hypothèse d'une condition noire (Ndiaye, 2009) : *« On parle de peuple noir mais pour moi ça veut rien dire. Pour moi, ça ne veut absolument rien dire. L'Américain est différent de l'Antillais qui est encore différent de l'Africain »* (Elise). Se distinguer d'autres groupes minorés permet aussi d'écarter le stigmate de la discrimination et de refuser le caractère homogénéisant du racisme.

A plusieurs reprises, des enquêtés ont indiqué se sentir rejetés par les Africains. En même temps, les ultramarins tiennent parfois eux-mêmes à souligner la différence entre ces deux populations. Cette différence semble correspondre à une frontière franchie, qui articule légitimité nationale et effacement du stigmate lié à la couleur de peau. En métropole, la nationalité française est synonyme de privilèges enviables : *« Parfois entre les Antillais et les Africains ben ça se passe pas toujours forcément bien (...) Parce que, parfois, l'Africain peut penser qu'on est plus privilégié, le fait d'être Français, vous voyez. »* (Chantal). Symétriquement, l'acquisition d'un statut redéfinit la position symbolique dans l'espace national, en gommant des frontières ethno-raciales. Pierre (policier réunionnais, 38 ans) souligne ainsi la transformation opérée du fait de sa fonction : *« On [un interpellé] m'a sorti également que je suis pas noir, je suis bleu. Ça veut dire bleu, pour eux, faisant référence à la couleur de ma tenue (...) Et du moment où j'ai choisi d'être policier, et ben, pour eux [pour les interpellés], y'a même plus de couleur »*. Cette expérience renvoie à la fabrique d'un « "corps" policier indifférencié » (Pruvost, 2007, p. 62) et, plus largement, au « double corps » du fonctionnaire qui incarne l'Etat (Dubois, 1999). La dimension corporelle du statut de fonctionnaire semble effacer en partie celle de la catégorisation raciale.

Franchir cette frontière revient alors à se rapprocher d'un troisième groupe, qui semble correspondre à la population majoritaire de l'enquête statistique. Dans les discours, ce groupe est le plus souvent désigné comme celui des « blancs ». D'après certains entretiens, une plus grande proximité avec les blancs différencierait les ultramarins des Africains, mettant en jeu un sentiment de supériorité. Cette proximité affichée est, d'après les propos des enquêtés, perçue par les Africains comme une imposture : « *Les Africains ils disent, les Antillais ils se prennent pour des blancs, ils se croient supérieurs. Ils ont pas tort* » (Evelyne, comptable guadeloupéenne, 49 ans) ; « *Disons que, les Africaines, j'ai moins d'affinités avec elles, en effet, parce qu'elles ont un regard. Elles ont un regard genre "elle est noire elle se prend pour une blanche"* » (Marianne, agent administratif réunionnaise, 52 ans). La notion de *blanchité* capte alors ce processus par lequel statut légal, position socioéconomique, et catégorisation ethno-raciale s'entrecroisent. Indicateur multidimensionnel de prestige et de légitimité, la *blanchité* « *peut se référer à une domination exercée symboliquement ou socialement par certains groupes sociaux, mais elle dépasse largement le caractère phénotypique pour se greffer plus globalement à des distinctions de classe* » (Quashie, 2015). Ce jeu de barrières entre groupes ethno-raciaux n'est pas une pratique systématique et généralisée. Il s'agit davantage d'une structure sous-jacente avec laquelle les ultramarins composent selon les circonstances. Les identités ethno-raciales sont dépendantes du contexte d'interactions sociales. Dans un contexte où le degré de légitimité citoyenne ou nationale influence l'accès à certaines positions sociales, réaffirmer certaines frontières constitue une stratégie pertinente (Ignatiev, 2009 ; Loveman et Muniz, 2007). La mise en récit du racisme de la société et la mise à distance des discriminations subies y remplissent alors une fonction instrumentale.

Conclusion

Cette étude explore les modalités de déclaration des discriminations et comportements racistes, en croisant deux sources de données. En faisant dialoguer les réponses de divers groupes migratoires au questionnaire de TeO avec les registres de récit mobilisés par un segment de la population ultramarine vivant en métropole, elle souligne à la fois les particularités de la position des migrants des DOM et une expérience commune à plusieurs groupes minorés. Ces populations affrontent les stéréotypes associés à leur couleur de peau et les résidus du passé colonial unissant leur région de naissance à la France métropolitaine. Les ultramarins et leurs descendants déclarent subir des discriminations dans des proportions qui les rapprochent des immigrés africains et de leurs descendants, qu'ils soient originaires d'Afrique subsaharienne ou du Maghreb. Distinguer le critère perçu comme à l'origine de l'injustice met en valeur la prédominance de la couleur de peau, les rapprochant davantage des immigrés subsahariens. Le statut des ultramarins, leur citoyenneté, ou leur position sur le marché du travail, ne limitent que partiellement les discriminations qu'ils reportent. En revanche, ils accentuent le sentiment d'injustice qui s'y associe. Alors que plusieurs groupes immigrés semblent moins enclins que la population majoritaire à dénoncer le racisme de la société, les ultramarins insistent sur cette critique.

Les interactions qu'ils rapportent les ramènent souvent au rôle du « noir ». Dans le récit de ces expériences, qu'ils les dénoncent ou qu'ils les mettent à distance, ces migrants développent un discours commun aux immigrés d'Afrique subsaharienne, aux Caribéens, etc. Pourtant, ils soulignent aussi les frontières entre ces groupes. Insistant sur la légitimité que leur confèrent leurs positions, ils révèlent la dimension symbolique des frontières ethno-raciales, qui ne se fondent pas que sur le phénotype. L'ancienneté de leur citoyenneté est un facteur qu'ils peuvent utiliser pour contrer une vision homogénéisante qui les réduirait à leur

couleur de peau ou à une condition de victime. Distinguant leurs répertoires d'interprétation de ceux mobilisés par d'autres, ils mettent en scène leur capacité à aller de l'avant comme refus du stigmat racial. Accentuer la distance entre le groupe auquel leur affiliation ethno-raciale les rattache et d'autres groupes victimes de discriminations représente une stratégie de positionnement au sein d'une société inégalitaire. En refusant l'amalgame avec des groupes catégorisés comme « noirs » ou « arabes », les ultramarins de métropole rejettent le mécanisme réducteur du racisme. Ils affirment leur situation intermédiaire sans nier les injustices dont ils sont témoins ou victimes.

Ainsi, dans le report et la mise en récit de traitements inégalitaires, les enquêtés participent à leur positionnement social. La mise en scène du rapport à la question ethno-raciale est un instrument comme un autre par lequel les individus peuvent négocier les frontières ethno-raciales et les hiérarchies qui les sous-tendent (Waters, 1996 ; Wimmer, 2008). Ces discours et leur distribution soulignent la multidimensionnalité de la stratification sociale. Au vecteur socioéconomique s'articulent ceux de l'identification ethno-raciale et du statut légal. Les mécanismes de positionnement dans cet espace social complexe révèlent alors la dimension double du racisme, qui rejette les non-blancs dans une altérité stéréotypée tout en les mettant en concurrence pour la légitimité.

Aujourd'hui encore, la littérature portant sur les frontières ethno-raciales est structurée par le cas des Etats-Unis, où la comparaison entre Afro-Américains et minorités issues de l'immigration est centrale à la théorisation des processus d'intégration et de racialisation (Portes et Zhou, 1993). Ces études insistent sur le rapport à la migration, opposant la migration forcée à l'origine de la communauté Afro-Américaine aux mobilités dites volontaires de certains immigrés et de leurs descendants (Ogbu, 1978). Elles soulignent les positions défavorables des Afro-Américains et leur ressenti plus aigu du racisme. Déplacer le

regard vers les ultramarins de France métropolitaine montre que les rapports entre minorités nationales et d'origine étrangère ne vont pas toujours dans la direction décrite par les relations entre Afro-Américains et immigrés noirs. Histoire coloniale et esclavagiste, appartenance à la communauté nationale et ressenti du racisme sont différentes dimensions des frontières ethno-raciales, qui peuvent se manifester selon diverses configurations : l'ancienneté de l'appartenance nationale d'une minorité, même héritée de l'esclavage, peut représenter une source de légitimation autant qu'une source de frustration.

Bibliographie

ALGAVA E., BEQUE M., 2006, « Perception et vécu des comportements intolérants - Une analyse du module « Relations avec les autres » de l'enquête Histoire de Vie », *Economie et statistique*, 393, 1, p. 115–150.

AUDEBERT C., 2008, « L'intégration des Antillais en France et aux Etats-Unis : contextes socio-institutionnels et processus de territorialisation », *Revue européenne des migrations internationales*, 24, 1, p. 65–87.

BALIBAR É., 2005, « La construction du racisme », *Actuel Marx*, 38, 2, p. 11-28.

BATAILLE P., 1997, « 3. La fonction publique », dans *Le racisme au travail*, Paris, La Découverte, p. 75–103.

BEAUCHEMIN C., HAMEL C., LESNE M., SIMON P., 2010, « Les discriminations: une question de minorités visibles », *Population et Sociétés*, 466.

BERTHELEU H., 2007, « Sens et usages de « l'ethnisation » », *Revue européenne des migrations internationales*, 23, 2, p. 7-28.

BONILLA-SILVA E., 1997, « Rethinking Racism: Toward a Structural Interpretation », *American Sociological Review*, 62, 3, p. 465-480.

BRINBAUM Y., PRIMON J.-L., MEURS D., BEAUCHEMIN C., HAMEL C., SIMON P., 2016, « Situation sur le marché du travail : statuts d'activité, accès à l'emploi et discrimination », dans *Trajectoires et Origines - Enquête sur la diversité des populations*, INED, p. 203–232.

BRINBAUM Y., SAFI M., SIMON P., 2012, « Les discriminations en France : entre perception et expérience », Document de Travail, 183, INED.

BRUBAKER R., LOVEMAN M., STAMATOV P., 2004, « Ethnicity as Cognition », *Theory and Society*, 33, 1, p. 31–64.

BYRON M., CONDON S., 1996, « A Comparative Study of Caribbean Return Migration from Britain and France: Towards a Context-Dependent Explanation », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 21, 1, p. 91-104.

CÉLESTINE A., 2011, « French Caribbean organizations and the ‘Black question’ in France », *African and Black Diaspora: An International Journal*, 4, 2, p. 131-144.

CONDON S., 2008, « Travail et genre dans l’histoire des migrations antillaises », *Travail, genre et sociétés*, 20, p. 67–86.

CONDON S.A., OGDEN P.E., 1991a, « Afro-Caribbean Migrants in France: Employment, State Policy and the Migration Process », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 16, 4, p. 440-457.

CONDON S.A., OGDEN P.E., 1991b, « Emigration from the French Caribbean: the Origins of an Organized Migration », *International Journal of Urban and Regional Research*, 15, 4, p. 505–523.

CONDON S., BYRON M., AUDEBERT C., DOMENACH H., 2008, « Migrations, résidence et représentations de la famille : les familles caribéennes en France et en Grande-Bretagne », *Revue européenne des migrations internationales*, 24, 1, p. 35–63.

CONSTANT F., 1987, « La politique française de l’immigration antillaise de 1946 à 1987 », *Revue européenne de migrations internationales*, 3, 3, p. 9–30.

COUTO M.-P., 2014, *Les paradoxes de la citoyenneté: le devenir des pieds-noirs en France métropolitaine*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.

CUTURELLO P., 2011a, « Discrimination : faire face ou faire avec ? », *Agora débats/jeunesses*, N° 57, 1, p. 63–78.

CUTURELLO P., 2011b, « Différences dans la diversité : le ressenti des discriminations par les jeunes hommes d’origine maghrébine », *Revue européenne des migrations internationales*, 27, 3, p. 103–130.

DUBET F., 2011, « Régimes d’inégalité et injustices sociales », *SociologieS*.

DUBOIS V., 1999, *La vie au guichet : relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 220 p.

EBERHARD M., 2011, « De l'expérience du racisme à sa reconnaissance comme discrimination. Stratégies discursives et conflits d'interprétation », *Sociologie*, Vol. 1, 4, p. 479–495.

ESSED P., 1991, *Understanding Everyday Racism: An Interdisciplinary Theory*, Newbury Park, SAGE.

ESSED P., 2005, « Racisme et préférence pour l'identique : du clonage culturel dans la vie quotidienne », *Actuel Marx*, 38, 2, traduit par MARREC B., p. 103-118.

FASSIN D., 2002, « L'invention française de la discrimination », *Revue française de science politique*, 52, 4, p. 403.

FASSIN É., HALPERIN J.-L., 2009, *Discriminations: pratiques, savoirs, politiques*, La Documentation française.

FEAGIN J.R., 1991, « The Continuing Significance of Race: Antiblack Discrimination in Public Places », *American Sociological Review*, 56, 1, p. 101-116.

FLEMING C.M., LAMONT M., WELBURN J.S., 2012, « African Americans respond to stigmatization: the meanings and salience of confronting, deflecting conflict, educating the ignorant and 'managing the self' », *Ethnic & Racial Studies*, 35, 3, p. 400–417.

GALLAND O., 2016, *La France des inégalités : Réalités et perceptions*, Paris, PU Paris-Sorbonne, 390 p.

GALLAND O., LEMEL Y., FRENOD A., 2013, « La perception des inégalités en France: Essai d'explication », *Revue européenne des sciences sociales*, 51-1, p. 179–211.

GOFFMAN E., 1975, *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de Minuit.

GUILLAUMIN C., 2002, *L'Idéologie raciste*, Paris, Gallimard.

JOST J.T., BANAJI M.R., 1994, « The role of stereotyping in system-justification and the production of false consciousness », *British Journal of Social Psychology*, 33, 1, p. 1-27.

KESLER C., SCHWARTZMAN L.F., 2015, « From Multiracial Subjects to Multicultural Citizens: Social Stratification and Ethnic and Racial Classification among Children of Immigrants in the United Kingdom », *International Migration Review*, 49, 3, p. 790–836.

KHATTAB N., MODOOD T., 2015, « Both Ethnic and Religious: Explaining Employment Penalties Across 14 Ethno-Religious Groups in the United Kingdom », *Journal for the Scientific Study of Religion*, 54, 3, p. 501–522.

- LAMONT M., MIZRACHI N., 2012, « Ordinary people doing extraordinary things: responses to stigmatization in comparative perspective », *Ethnic & Racial Studies*, 35, 3, p. 365–381.
- LAMONT M., MORNING A., MOONEY M., 2002, « Particular universalisms: North African immigrants respond to French racism », *Ethnic & Racial Studies*, 25, 3, p. 390–414.
- LEE J., 2002, *Civility in the city: Blacks, Jews, and Koreans in urban America*, Harvard University Press.
- LEE J., BEAN F.D., 2007, « Reinventing the color line immigration and America's new racial/ethnic divide », *Social Forces*, 86, 2, p. 561–586.
- LIEBERSON S., 1981, *A Piece of the Pie: Blacks and White Immigrants Since 1880*, Berkeley, University of California Press.
- LOCHAK D., 1988, « Étrangers et citoyens au regard du droit », *La citoyenneté. Paris, Edilig-Fondation Diderot*, p. 73–85.
- MARIE C.-V., 2002, « Les Antillais en France : une nouvelle donne », *Hommes et migrations*, 1237, p. 26–39.
- MARSHALL T.H., 1950, *Citizenship and Social Class: And Other Essays*, University Press.
- MARTINIELLO M., SIMON P., 2005, « Les enjeux de la catégorisation. Rapports de domination et luttes autour de la représentation dans les sociétés post-migratoires », *Revue européenne des migrations internationales*, 21, 2, p. 7–18.
- MASON P., 1971, *Patterns of dominance*, Oxford University Press, 377 p.
- MODOOD T., KHATTAB N., 2016, « Explaining Ethnic Differences: Can Ethnic Minority Strategies Reduce the Effects of Ethnic Penalties? », *Sociology*, 50, 2, p. 231–246.
- NAUDIER D., SORIANO É., 2010, « Colette Guillaumin. La race, le sexe et les vertus de l'analogie », *Cahiers du Genre*, n° 48, 1, p. 193–214.
- NDIAYE P., 2009, *La condition noire: Essai sur une minorité française*, Paris, Folio.
- NEVEU C., 2004, « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », *Revue européenne des migrations internationales*, 20, 3, p. 89-101.
- OGBU J.U., 1978, *Minority Education and Caste: The American System in Cross-Cultural Perspective*, New York, Academic Press Inc.

OUTTEN H.R., GIGUÈRE B., SCHMITT M.T., LALONDE R.N., 2010, « Racial Identity, Racial Context, and Ingroup Status: Implications for Attributions to Discrimination Among Black Canadians », *Journal of Black Psychology*, 36, 2, p. 172–196.

PORTES A., ZHOU M., 1993, « The New Second Generation: Segmented Assimilation and Its Variants », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 530, ArticleType: research-article / Issue Title: Interminority Affairs in the U. S.: Pluralism at the Crossroads / Full publication date: Nov., 1993 / Copyright © 1993 American Academy of Political and Social Science, p. 74–96.

PRUVOST G., 2007, *Profession : policier. Sexe : féminin*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme (Ethnologie de la France), 307 p.

QUASHIE H., 2015, « La «blanchité» au miroir de l'africanité », *Cahiers d'études africaines*, 4, p. 761–786.

SAADA E., 2003, « Citoyens et sujets de l'Empire français. », *Genèses*, no53, 4, p. 4–24.

SAFI M., 2013, *Les inégalités ethno-raciales*, Paris, La Découverte.

SAFI M., SIMON P., 2013, « Les discriminations ethniques et raciales dans l'enquête Trajectoires et Origines : représentations, expériences subjectives et situations vécues », *Economie et statistique*, 464, 1, p. 245–275.

SAPERSTEIN A., PENNER A.M., 2010, « The race of a criminal record: How incarceration colors racial perceptions », *Social Problems*, 57, 1, p. 92–113.

SCHWARTZMAN L.F., 2007, « Does money whiten? Intergenerational changes in racial classification in Brazil », *American Sociological Review*, 72, 6, p. 940–963.

SIDANIUS J., PRATTO F., 1993, « The inevitability of oppression and the dynamics of social dominance », dans *Prejudice, politics, and the American dilemma*, Stanford University Press, p. 173–211.

STREIFF-FENART J., 2006, « L'attribution de paranoïa comme délégitimation de la parole des minoritaires : l'exemple d'une entreprise de transports publics », *Cahiers de l'Urmis*, 10-11.

SYKES G.M., MATZA D., 1957, « Techniques of Neutralization: A Theory of Delinquency », *American Sociological Review*, 22, 6, p. 664-670.

TURNER J.C., HOGG M.A., OAKES P.J., REICHER S.D., WETHERELL M.S., 1987, *Rediscovering the social group: A self-categorization theory*, Cambridge, MA, US, Basil Blackwell.

VERGES F., 2005, « « Le Nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc »: Frantz Fanon, esclavage, race et racisme », *Actuel Marx*, 38, 2, p. 45-63.

VERGÈS F., 2010, « ‘There Are No Blacks in France’: Fanonian Discourse, ‘the Dark Night of Slavery’ and the French Civilizing Mission Reconsidered », *Theory, Culture & Society*, 27, 7-8, p. 91–111.

WALDINGER R., 1996, *Still the Promised City? African-Americans and New Immigrants in Postindustrial New York*, Cambridge, Harvard University Press.

WATERS M.C., 1996, « Ethnic and racial groups in the US: Conflict and cooperation », dans RUPESINGHE K., TISHKOV V.A. (dirs.), *Ethnicity and Power in the Contemporary World*, Tokyo, United Nations Publishers, p. 236–262.

WATERS M.C., 2001, *Black Identities - West Indian Immigrant Dreams & American Realities*, New Ed, Cambridge, Harvard University Press.

WIMMER A., 2008, « The Making and Unmaking of Ethnic Boundaries: A Multilevel Process Theory », *American Journal of Sociology*, 113, 4, p. 970-1022.

Annexe

Tableau A1 : Effets marginaux estimés à partir du probit expliquant le report de discriminations subies

			Tout motif		Couleur de peau		Origine ou nationalité
Origine migratoire (Référence : France métropolitaine)							
DOM	G1	0.21***	[0.17,0.25]	0.23***	[0.20,0.27]	0.10***	[0.07,0.12]
	G2	0.23***	[0.19,0.27]	0.24***	[0.21,0.27]	0.07***	[0.05,0.10]
Europe	G1	0.04**	[0.01,0.06]	-0.01**	[-0.02,-0.00]	0.08***	[0.06,0.10]
	G2	-0.01	[-0.02,0.01]	-0.00	[-0.01,0.00]	0.01*	[0.00,0.02]
Maghreb	G1	0.19***	[0.16,0.22]	0.05***	[0.04,0.07]	0.24***	[0.22,0.27]
	G2	0.24***	[0.22,0.26]	0.06***	[0.05,0.08]	0.26***	[0.24,0.28]
Afrique subsaharienne	G1	0.34***	[0.30,0.37]	0.38***	[0.34,0.41]	0.19***	[0.16,0.21]
	G2	0.27***	[0.24,0.31]	0.30***	[0.27,0.33]	0.12***	[0.10,0.14]
Autres pays	G1	0.15***	[0.10,0.20]	0.09***	[0.05,0.13]	0.13***	[0.09,0.17]
	G2	0.08**	[0.02,0.14]	0.04*	[0.01,0.07]	0.05**	[0.02,0.09]
Sexe (Référence : homme)							
	Femme	-0.05***	[-0.06,-0.03]	0.00	[0.00,0.00]	-0.05***	[-0.06,-0.04]
PCS (Référence : Employé)							
	Agriculteur	-0.03	[-0.15,0.09]	0.00	[0.00,0.00]	-0.03	[-0.13,0.08]
	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	0.00	[-0.04,0.04]	-0.02	[-0.05,0.01]	0.01	[-0.03,0.04]
	Cadre et profession supérieure	-0.01	[-0.04,0.01]	-0.00	[-0.02,0.02]	-0.02	[-0.04,0.00]
	Profession intermédiaire	-0.01	[-0.03,0.01]	0.00	[-0.01,0.01]	-0.01	[-0.03,0.01]
	Ouvrier	-0.01	[-0.03,0.02]	0.00	[-0.01,0.02]	-0.00	[-0.02,0.02]
	N'a jamais travaillé	-0.04*	[-0.07,-0.01]	-0.01	[-0.03,0.01]	-0.01	[-0.04,0.02]
Âge (Référence : de 25 à 34 ans)							
	17-24ans	-0.02	[-0.04,0.00]	0.00	[-0.01,0.01]	-0.00	[-0.02,0.01]
	35-45ans	-0.06***	[-0.08,-0.05]	-0.04***	[-0.05,-0.02]	-0.04***	[-0.05,-0.02]
	45-50ans	-0.09***	[-0.11,-0.07]	-0.06***	[-0.07,-0.04]	-0.07***	[-0.08,-0.05]
Activité (Référence : en emploi)							
	Chômeur	0.11***	[0.08,0.13]	0.03***	[0.02,0.05]	0.06***	[0.04,0.08]
	Etudiant	0.04	[-0.00,0.08]	0.00	[-0.02,0.03]	0.01	[-0.02,0.04]
	Autre inactif	0.08***	[0.04,0.12]	0.01	[-0.01,0.04]	0.01	[-0.02,0.04]
Études (Référence : CAP-BEP)							
	Aucun diplôme	-0.00	[-0.03,0.02]	-0.01	[-0.02,0.01]	-0.01	[-0.03,0.00]
	Brevet ou BEPC	0.01	[-0.01,0.04]	-0.00	[-0.02,0.01]	-0.00	[-0.02,0.01]
	Baccalauréat	0.02	[-0.00,0.04]	0.00	[-0.01,0.02]	0.02*	[0.00,0.03]
	Supérieur	0.05***	[0.03,0.07]	0.01	[-0.01,0.02]	0.04***	[0.02,0.05]
	Secteur public	-0.00	[-0.02,0.02]	-0.00	[-0.01,0.01]	0.01	[-0.01,0.02]
	Nationalité française	0.01	[-0.01,0.03]	0.02*	[0.00,0.03]	0.01	[-0.01,0.02]
<i>N</i>		15992		16021		16061	

Intervalle de confiance à 95% entre crochets

* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$

Tableau A2 : Effets marginaux estimés à partir du probit expliquant le report du racisme

				Possible à cause de			
Déjà subi				Couleur de peau		Origine ou nationalité	
Origine migratoire (Référence : France métropolitaine)							
DOM	G1	0.27***	[0.22,0.31]	0.45***	[0.39,0.51]	0.07**	[0.02,0.11]
	G2	0.31***	[0.27,0.35]	0.32***	[0.27,0.38]	0.05*	[0.01,0.08]
Europe	G1	0.08***	[0.04,0.11]	-0.08***	[-0.10,-0.07]	0.08***	[0.05,0.12]
	G2	0.06***	[0.04,0.07]	-0.07***	[-0.09,-0.06]	0.04***	[0.02,0.06]
Maghreb	G1	0.20***	[0.16,0.23]	0.10***	[0.07,0.13]	0.30***	[0.27,0.34]
	G2	0.29***	[0.26,0.31]	0.02*	[0.00,0.04]	0.24***	[0.21,0.26]
Afrique subsaharienne	G1	0.34***	[0.31,0.38]	0.55***	[0.50,0.59]	0.19***	[0.15,0.23]
	G2	0.36***	[0.32,0.39]	0.44***	[0.39,0.49]	0.13***	[0.09,0.17]
Autres pays	G1	0.09***	[0.04,0.15]	0.06*	[0.01,0.11]	0.10**	[0.04,0.16]
	G2	0.14***	[0.07,0.21]	-0.05*	[-0.09,-0.01]	0.00	[-0.06,0.07]
Sexe (Référence : homme)							
	Femme	-0.07***	[-0.08,-0.05]	0.00	[0.00,0.00]	0.01	[-0.01,0.02]
PCS (Référence : Employé)							
	Agriculteur	0.01	[-0.12,0.13]	0.00	[0.00,0.00]	-0.09	[-0.19,0.02]
	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	-0.00	[-0.05,0.04]	0.01	[-0.02,0.05]	-0.02	[-0.07,0.03]
	Cadre et profession supérieure	0.01	[-0.02,0.03]	-0.01	[-0.04,0.01]	-0.01	[-0.04,0.02]
	Profession intermédiaire	0.01	[-0.01,0.03]	0.01	[-0.01,0.03]	0.00	[-0.02,0.03]
	Ouvrier	-0.02	[-0.05,0.00]	0.00	[-0.02,0.02]	0.03*	[0.00,0.06]
	N'a jamais travaillé	-0.04	[-0.08,0.00]	-0.01	[-0.04,0.02]	0.01	[-0.04,0.06]
Âge (Référence : de 25 à 34 ans)							
	17-24ans	-0.01	[-0.03,0.01]	0.02	[-0.00,0.03]	0.01	[-0.01,0.04]
	35-45ans	-0.01	[-0.03,0.01]	-0.03***	[-0.04,-0.01]	-0.03*	[-0.04,-0.01]
	45-50ans	-0.06***	[-0.08,-0.03]	-0.03**	[-0.04,-0.01]	-0.04***	[-0.06,-0.02]
Activité (Référence : en emploi)							
	Chômeur	0.04***	[0.02,0.07]	0.01	[-0.01,0.03]	0.01	[-0.02,0.03]
	Etudiant	-0.02	[-0.07,0.03]	0.01	[-0.03,0.04]	-0.01	[-0.06,0.05]
	Autre inactif	0.04	[-0.01,0.08]	-0.01	[-0.04,0.03]	-0.03	[-0.08,0.01]
Etudes (Référence : CAP-BEP)							
	Aucun diplôme	-0.03**	[-0.05,-0.01]	-0.01	[-0.03,0.01]	-0.03**	[-0.06,-0.01]
	Brevet ou BEPC	-0.02	[-0.05,0.01]	-0.01	[-0.03,0.01]	-0.01	[-0.04,0.02]
	Baccalauréat	-0.01	[-0.03,0.01]	-0.02*	[-0.04,-0.00]	-0.01	[-0.04,0.01]
	Supérieur	0.01	[-0.01,0.04]	-0.02*	[-0.04,-0.00]	-0.01	[-0.04,0.01]
	Secteur public	0.01	[-0.01,0.04]	0.01	[-0.01,0.02]	-0.00	[-0.03,0.02]
	Nationalité française	0.09***	[0.06,0.11]	0.04**	[0.01,0.06]	0.01	[-0.02,0.04]
<i>N</i>		16027		12536		11753	

Intervalles de confiance à 95% entre crochets

* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$

Tableau A3 : Effets marginaux estimés à partir du probit expliquant l'opinion sur la fréquence des discriminations liées à l'origine ou la couleur de peau

			Souvent
Origine migratoire (Référence : France métropolitaine)			
DOM	G1	0.07**	[0.03,0.11]
	G2	0.09***	[0.04,0.13]
Europe	G1	-0.09***	[-0.12,-0.05]
	G2	-0.00	[-0.03,0.02]
Maghreb	G1	-0.08***	[-0.11,-0.04]
	G2	0.04**	[0.02,0.07]
Afrique subsaharienne	G1	0.05**	[0.01,0.09]
	G2	0.09***	[0.06,0.13]
Autres pays	G1	-0.05	[-0.11,0.01]
	G2	0.06	[-0.01,0.14]
Sexe (Référence : homme)			
	Femme	0.02**	[0.01,0.04]
PCS (Référence : Employé)			
	Agriculteur	-0.10	[-0.23,0.03]
	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	-0.01	[-0.06,0.03]
	Cadre et profession supérieure	0.03	[-0.00,0.06]
	Profession intermédiaire	0.01	[-0.01,0.04]
	Ouvrier	-0.03*	[-0.06,-0.00]
	N'a jamais travaillé	-0.01	[-0.06,0.04]
Âge (Référence : de 25 à 34 ans)			
	17-24ans	0.02	[-0.01,0.04]
	35-45ans	0.01	[-0.01,0.03]
	45-50ans	0.01	[-0.02,0.03]
Activité (Référence : en emploi)			
	Chômeur	0.03*	[0.00,0.06]
	Etudiant	-0.02	[-0.08,0.03]
	Autre inactif	-0.02	[-0.07,0.03]
Etudes (Référence : CAP-BEP)			
	Aucun diplôme	-0.03*	[-0.06,-0.01]
	Brevet ou BEPC	0.01	[-0.02,0.04]
	Baccalauréat	0.01	[-0.02,0.03]
	Supérieur	0.02	[-0.00,0.05]
	Secteur public	0.00	[-0.02,0.02]
	Nationalité française	0.07***	[0.04,0.10]
<i>N</i>		15633	

Intervalles de confiance à 95% entre crochets

* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$